

Bruno Le Maire : « Ça

C'est mon 367^e déplacement ! » Aucune approximation, de la précision en toute chose, il est comme ça, Bruno Le Maire. Précis et méthodique. Désireux d'incarner une nouvelle génération de politiques, le député de l'Eure est de ceux qui croient en leur destin et se donnent les moyens de leurs ambitions. « *Je ne fais pas de la politique en chambre.* » On a tendance à le croire. Campagne de fond au plus près des Français, discours millimétré, Le Maire ne laisse rien au hasard. S'il n'est encore, d'après les sondages, que le troisième homme de la primaire à droite derrière Juppé et Sarkozy, BLM est convaincu de pouvoir jouer un bon coup et de décrocher son ticket – gagnant, forcément – pour 2017. Son arme fatale ? Le renouveau, concept qui revient chez lui de manière aussi entêtante que dans le refrain de la chanson de *La Reine des neiges*. Là, pas question de robe de satin, mais de bon sens et de courage. Fin du cumul des mandats, limitation du nombre de parlementaires, exemplarité : des idées claires qui – on l'a vu hier avec nos lecteurs – font mouche et suscitent cette fameuse envie de renouveau. Calme et concentré, Bruno Le Maire ne survole pas ses sujets. Un lecteur le coupe au milieu d'une démonstration ? « *Vous avez raison de le faire. Il faut aller dans le fond du détail des propositions.* » A l'heure de la politique-spectacle, l'ex-ministre de l'Agriculture n'a pas peur de cultiver son côté prof, au risque de paraître trop sérieux ou trop lisse. Unique en son genre à droite, l'outsider de la primaire rêve déjà de se frotter à celui qui fait tout pour incarner le renouveau à gauche. Macron - Le Maire : avouez que le duel aurait de l'allure. Et si, au fond, c'était ça, la vraie surprise de 2017 ?



DENIS CARREAUX
dcarreaux@nicematin.fr

Sept lecteurs de 19 à 69 ans ont questionné Bruno Le Maire, hier, au siège de notre journal à Nice.

(Photos François Vignola)

« Une nation dont on soit fier »

Vous allez à la rencontre des Français depuis des mois. Dans quel état d'esprit les sentez-vous ? Depuis 2012, je traverse effectivement le pays en long, en large et en travers, je discute avec les gens. Quand on veut devenir chef de l'Etat, il est important de savoir où en est son pays. Depuis quatre ans, je vois un appauvrissement et chez beaucoup le sentiment

d'un déclassement social ou d'un risque de déclassement social, un désarroi aussi vis-à-vis de la nation française. Pour beaucoup de Français, il n'y a plus de nation française. C'est un point clé aujourd'hui de rétablir une nation dans laquelle on se sente bien, dont on soit fier, avec des principes. En dehors de cela, je vois également, malgré tout, beaucoup de Français qui

se battent pour que ça aille mieux. Notre pays, de ce point de vue-là, dispose de réservoirs de talents, de savoir-faire, de créativité exceptionnels, mais qui sont bridés par un système politique et un modèle économique et social que j'estime totalement dépassé. L'enjeu de 2017 sera de mettre en place un système qui permette aux Français d'exprimer tout leur potentiel.

« L'objectif, c'est le travail... »

Nous sommes l'un des rares pays à ne pas avoir de sélection pour entrer à l'université. Est-il normal d'avoir deux millions d'étudiants qui arrêteraient au bout de deux ans ? C'est absurde. C'est le reflet de cet égalitarisme qui a tué le mérite en France. Il faut refonder notre système éducatif autour d'un objectif qui ne soit plus 80 % d'une classe d'âge avec le bac, mais 100 % d'une classe d'âge avec un emploi. L'objectif, c'est le travail, pas le diplôme. Cela implique un investissement massif sur le primaire, pour que nos

enfants en sortent en sachant lire, écrire et comprendre le français. C'est vital pour réussir et, aussi, une question essentielle en matière d'intégration. Au collège, dès la 6^e, il faut reconnaître toutes les formes d'intelligence et proposer des options qui soient professionnalisantes. Il faut reconnaître que la voie professionnelle vaut la voie générale. Affirmer haut et fort que l'apprentissage est la seule solution pour donner un travail à tous nos enfants. La sélection est un moyen d'orienter les enfants vers ce dans quoi ils pourront le mieux réussir.

Ils l'ont interviewé



Ambre Leclerc, 19 ans, étudiante

« L'échange a été très intéressant. J'ai senti chez Bruno Le Maire le souci de proposer des réponses claires, bien construites, sans tout mélanger. Je serai vraiment convaincue le jour où il y aura un réel changement, mais c'est prometteur. »



Philippe Hiller, 50 ans, cadre à La Poste

« Je l'ai senti à l'écoute. A titre personnel, je pense qu'il répond assez bien aux attentes des Français aujourd'hui. Mais tout passera par les mesures concrètes qu'il pourra prendre. Son programme n'est pas budgétisé, c'est son point faible pour l'instant. »



Ludovic Mercier, 35 ans, étudiant

« Il parle bien, comme de nombreux politiques. Mais je ne suis pas certain qu'il parvienne à convaincre de sa vraie différence. Moi, je suis assez dubitatif. S'il pouvait y avoir une élection présidentielle avec période d'essai, alors je serais preneur. »



Patrick Mir, 60 ans, artisan taxi

« Monsieur Le Maire a l'air d'être honnête et intelligent. J'espère que c'est un homme qui tiendra ce qu'il dit. Je pense que son honnêteté intellectuelle sort du lot. Je crois que je me déplacerai à la primaire pour voter pour lui. Ensuite, je verrai... »



Jean-Frédéric Moscatelli, 62 ans, prof retraité

« On sent chez lui une intelligence profonde au service de la collectivité. Il sera au gouvernement l'an prochain. Il m'a globalement convaincu, je suis plutôt de sa mouvance. Mais son programme est soluble dans celui des autres candidats à la primaire. »



Michel Bachelier, 69 ans, dir. de banque retraité

« La France de demain se construira pas sur des querelles de personnes ou des dogmes du passé. J'ai envie d'entendre des idées nouvelles et j'ai l'impression d'avoir senti chez Bruno Le Maire ce souffle nouveau que je recherche. »



Ludovic Brossy, 43 ans, cadre commercial

« J'ai plutôt été convaincu. Il n'a pas de grosses différences avec Juppé. Son avantage, c'est d'être plus jeune. J'espère un match Macron - Le Maire en 2017, pour sortir des débats habituels et avoir des gens pragmatiques. »

craque de toutes parts »

« Il faut refonder notre société »

Vous voulez incarner le renouveau. Avec quel programme ?
Il n'y a plus de démocratie française. Juste une monarchie technocratique. Et ce système est en train de mourir, ça craque de toutes parts. Nous devons passer à un autre modèle politique. D'abord en mettant fin définitivement au cumul des mandats et en les limitant dans le temps à trois maximum pour les députés et les sénateurs. Je propose aussi de réduire le nombre de députés de 30 %, en les faisant passer de 577 à 400. Le nombre de sénateurs doit également baisser. Les hauts fonctionnaires, comme je l'ai fait moi-même, doivent être obligés de démissionner lorsqu'ils font de la politique. A l'inverse, de manière plus positive, pour tous ceux qui travaillent dans une entreprise privée et veulent faire de la politique, je veux créer un statut de l'élu qui permette de retrouver un poste au terme d'un mandat. Si je suis élu président, dès juin 2017, au 2^e tour des législatives, je soumettrai toutes ces propositions par référendum aux Français. Ce sont eux qui décideront s'ils veulent entrer dans une nouvelle ère politique. Il s'agit de restaurer un régime politique qui soit digne des Français, avec des règles, de la transparence. Aucune transformation profonde de la

société, sur l'emploi, sur les entreprises, ne sera acceptée si la classe politique ne change pas.

N'y a-t-il pas une contradiction à demander aux hauts fonctionnaires de démissionner et de créer un statut de l'élu pour les salariés du privé ?

Non. Parce que c'est uniquement aux hauts fonctionnaires que je demanderai de démissionner de l'administration publique. Je ne le demanderai pas à un instituteur, une infirmière ou un gendarme.

Quelle est votre définition de l'élu exemplaire ?

Les mesures que je propose garantissent le renouvellement. Une démocratie saine renouvelle ses générations. Un des symptômes du malaise actuel de la démocratie française est qu'on en vient à vouloir un mandat unique pour ne pas se représenter. Or, le cœur de la démocratie, c'est de pouvoir se représenter pour rendre des comptes aux gens qui ont voté pour vous.

Vous avez parlé d'égalité. Comptez-vous aussi revenir sur les retraites dont bénéficient les députés ?

Je suis ouvert à ce que l'ensemble des règles qui s'appliquent aux

parlementaires soient revues, y compris celles qui concernent les retraites. Tout le monde doit être traité de la même manière. L'une des propositions que je porte est justement l'alignement des règles de cotisation du secteur public sur celles du secteur privé. Les Français ne supportent plus les privilèges ni les injustices. On a accumulé les intérêts particuliers les uns après les autres, en oubliant l'intérêt général. Moi, je veux défendre l'intérêt général. On va être obligé de repousser l'âge légal de départ en retraite à 65 ans. Cela n'est concevable que si l'on garantit en parallèle l'équité entre public et privé, la transparence et la suppression de tous les régimes spéciaux. Il ne s'agit pas de mettre une rustine ici ou là, il faut refonder notre société.

Comptez-vous introduire de la proportionnalité aux législatives, pour plus de démocratie ?

Il y a un équilibre à trouver entre la nécessité d'une majorité claire et celle de représenter tous les Français. Je reste, pour ma part, attaché au scrutin majoritaire uninominal à deux tours qui dégage des majorités nettes, mais introduire une dose de proportionnelle, pourquoi pas...



« On a un problème avec l'islam politique »

La loi de 1905 ne s'applique pas dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle où prévaut le Concordat. Ne pourrait-on pas y appliquer la loi comme ailleurs ?

Je ne remettrai pas en cause le Concordat dans ces départements. La capacité à reconnaître des singularités est aussi ce qui fait la force de notre pays. Il y a eu un débat sur l'interdiction des crèches dans les mairies. C'était ridicule. Elles font partie de nos traditions, elles ne posent aucun problème. La laïcité doit être vue comme une force, le socle de l'unité de notre nation. Elle garantit que les religions sont toujours soumises aux lois de l'Etat et non l'inverse. On a aujourd'hui une difficulté avec un islam politique, qui n'est pas une religion,

mais un projet de réorganisation de la société qui remet en cause l'égalité entre les hommes et les femmes. Marianne est une femme, les femmes doivent être visibles dans la société française. Voltaire doit passer avant les religieux. Le grand enjeu de 2017, avant d'être économique ou social, sera culturel.

On a l'impression que le voile se répand et que nos hommes politiques sont embarrassés...

Il faut dire les choses avec clarté et sans agressivité. Je ne veux pas d'une société où les visages sont couverts, où les femmes sont insidieusement exclues de l'espace public. Ce que nous sommes comme Français n'est pas négociable. Je serai intraitable sur ce sujet.



Vite dit !

Un référendum sur l'Europe

« Les Français sont en colère, la colère de ceux qui ont été trompés. Par le discours du Bourget de 2012 qui s'est mué en politique libérale, par l'ouverture à gauche de 2007, par la poursuite d'une Europe à laquelle ils avaient dit non en 2005. C'est pourquoi, si je suis élu, j'organiserai un référendum sur la construction européenne. »

Des études de médecine facilitées

« Les études de médecine doivent être revues. La 1^{re} année est si sélective que les étudiants écartés vont se former en Roumanie où ils dépensent une fortune pour ensuite revenir exercer en France. On pourrait avoir un système de sélection moins drastique qui permette de recruter le nombre de médecins dont nous avons besoin. Il faut ouvrir le *numerus clausus*. »

« Le social a tué la solidarité »

Qu'est-ce qui nous prouve que vous allez incarner le renouveau ?

Je propose une méthode de gouvernement différente. Elle consiste à consulter le peuple dès le 2^e tour des législatives par référendum et, en deuxième lieu, à procéder par ordonnances dans trois domaines précis : une première série visera à rétablir l'autorité de l'Etat, la priorité absolue. Une deuxième série d'ordonnances portera sur tout ce qui peut donner aux entrepreneurs la liberté de créer des emplois : modification du contrat de travail, des seuils sociaux, de l'indemnisation du chômage. Une troisième série enfin concernera la solidarité, parce que je considère que

le social a tué la solidarité en France, à force de distribuer des aides sociales sans les contrôler. Je veux par exemple qu'on arrête de distribuer des allocations de rentrée scolaire sans vérifier que l'argent va réellement aux gamins et ne sert pas à acheter des téléviseurs. Elles doivent être versées à l'avenir sous forme de fournitures scolaires.

A quoi serviront les économies que vous comptez faire, sur le RSA notamment ?

J'ai effectivement proposé que le bénéficiaire du RSA soit tenu d'apporter une attestation de sa banque prouvant qu'il ne dispose d'aucun autre revenu. Il faut garantir que les aides sociales aillent bien à ceux

qui en ont besoin. C'est une question de justice et de bon emploi de l'argent public. De manière générale, je ne veux pas faire des économies pour faire des économies. Je veux les faire pour redonner à mon pays sa souveraineté nationale et parce que c'est nécessaire pour investir sur d'autres priorités. J'assume de vouloir gérer en bon père de famille en assainissant le niveau de notre dette. L'aide médicale d'Etat doit être limitée aux soins d'urgence, les médicaments délivrés à la pilule et non plus à la boîte. Il y a une gabegie totale dans la consommation de médicaments en France. Je veux faire des économies sur les dépenses sociales, parce que de l'autre côté,

on va avoir affaire à un défi considérable, celui de la dépendance, qui va demander des moyens financiers énormes. Je propose ainsi que les personnes dites aidantes, qui soutiennent leurs parents dépendants, puissent bénéficier d'un congé qui sera porté à trois ans contre trois mois actuellement. Ça coûtera cher. Autre grand défi, l'innovation médicale. Nous sommes un pays champion en matière de recherche, je veux qu'on continue à investir là-dedans. Les nouveaux traitements contre le cancer de la peau valent ainsi 1000 euros l'ampoule. J'assume mon choix, je veux réduire les dépenses sociales inutiles pour réinvestir dans la solidarité.

« Emmanuel Macron doit franchir le Rubicon »

Que pensez-vous de l'éventuelle candidature d'Emmanuel Macron à la présidentielle ?

J'ai déjà dit à Emmanuel Macron que plutôt que de ménager le suspense comme il le fait, il devrait se présenter. Il se trouve dans une situation intenable. Il ne peut pas être à la fois ministre de François Hollande et laisser entendre qu'il va se présenter contre lui. A un

moment donné, il faut être capable de franchir le Rubicon. Moi, je l'ai franchi une première fois en me présentant contre Nicolas Sarkozy pour la présidence des Républicains en 2014 et une deuxième fois en me portant candidat à la primaire. J'aime bien la compétition, j'aime bien livrer le match, de manière équitable et fair-play, mais avec la ferme détermination de gagner.